



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 11 avril 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Inflation : en mars, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir mais reste haute à 8,3%, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) rebondit à 1,5%

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement s'accélère à +10,6 % en mars, au-delà des prévisions du marché

Croissance : un rapport évalue les impacts sur la croissance chinoise des mesures de lockdown liées à la « Politique Zéro Covid »

Croissance : les autorités annoncent des mesures de soutien à la consommation et évoquent une potentielle baisse du taux de réserves obligatoires (RRR) lors de la réunion du Conseil des Affaires d'Etat le 13 avril

Banque et finance [\(ici\)](#)

Flux de capitaux : rétrécissement du différentiel des taux de rendement des obligations d'Etat chinoises et américaines : quels impacts sur les flux de capitaux transfrontaliers ?

Marché boursier : la performance du marché boursier chinois de la semaine du 11 avril

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Accès au marché : allègement des exigences pour les investisseurs étrangers dans le secteur des télécommunications

Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - mars 2022 selon les douanes chinoises : stagnation des importations et forte hausse des exportations

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : circulaire sur l'établissement du « marché intérieur unifié »

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Jeux vidéo : suspendues depuis juillet 2021, des licences pour jeux vidéo sont à nouveau attribuées

Economie numérique : changement de leadership à Alibaba Cloud

Electronique : le processeur open source RISC-V de la CAS, Xiangshan, sera développé par l'Institut de recherche sur les puces open source de Pékin

Semi-conducteurs : la Chine en tête des investissements dans les équipements de fabrication

Politique industrielle : le MIIT publie le plan de travail 2022 du groupe de travail sur l'internet industriel

Automobile : le secteur automobile est parmi les plus touchés par les arrêts de production dus à la pandémie de Covid-19

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : le pétrole russe trouve des acheteurs en Asie, bien que les grandes entreprises d'Etat chinoises restent en retrait

Energie : le plan quinquennal sur l'innovation dans le secteur de l'énergie confirme les ambitions de la Chine d'être leader sur les technologies énergétiques

Energie : un nouveau plan quinquennal esquisse les voies de décarbonation de l'industrie pétrochimique et chimique

Economie circulaire : publication d'un avis sur « l'accélération » du recyclage des déchets textiles

Transports : le gouvernement central tente de remédier aux perturbations logistiques, notamment en mettant en service des liaisons supplémentaires dédiées au fret de charbon

Aéronautique : BOC Aviation passe commande de 80 appareils Airbus A320neo

Aviation civile : feuille de route sectorielle du 14^{ème} plan quinquennal pour les procédures de certification de navigabilité

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : éléments sur l'impact économique du confinement

Shanghai : mesures de soutien au crédit et à l'assurance exports en réponse à la situation sanitaire

Jiangsu : Suzhou développe le transport de marchandises par voie fluviale vers Shanghai en réponse à la crise sanitaire

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Hausse des prix : le Consumer Council estime à 4,2% la hausse des prix de l'alimentation dans les supermarchés au cours du 1er trimestre 2022

Marché obligataire : le gouvernement hongkongais émet une obligation à 3 ans pour un montant nominal de 4 Mds HKD (510 M USD)

Macao

Economie : le FMI publie son rapport sur Macao au titre de l'article IV et anticipe 15,5% de croissance en 2022

Taiwan [\(ici\)](#)

Inflation : l'indice des prix à la consommation enregistre une nouvelle hausse en mars

Industrie : l'investissement du secteur manufacturier taïwanais a progressé de 36% au T4 2021

Commerce extérieur : l'excédent commercial progresse de près de 10% au premier trimestre

Semi-conducteurs : les ventes des fondeurs taiwanais augmentent au premier trimestre

Ukraine : Acer suspend ses activités en Russie

TIC : baisse sensible des expéditions taïwanaises d'ordinateurs portables au T1 2022

Chine continentale

Conjoncture

Inflation : en mars, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir mais reste haute à 8,3%, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) rebondit à 1,5%

Selon le Bureau National des Statistiques (BNS), la croissance de [l'IPP](#) continue de fléchir à +8,3 % en g.a. en mars (contre +8,8 % en g.a. en février), en raison de l'effet de base relativement élevé l'année dernière. Néanmoins, en glissement mensuel, l'IPP affiche une hausse de +1,1 % en mars (contre +0,5 % en février), principalement liée à la forte croissance des prix de l'extraction de pétrole et de gaz (+14,4 % en g.m. en mars contre +10,4 % en g.m. en février), dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.

La croissance de [l'IPC](#) rebondit à +1,5 % en g.a. en mars (contre +0,9 % en g.a. en février), et se stabilise à +0,6 % en g.m. Cette évolution s'explique (1) par la baisse du prix du porc (-9,3 % en g.m. en mars contre -4,6 % en février) en raison du rétablissement de l'offre, et (2) par la hausse du prix de l'énergie utilisée par les transports (+7,1 % en g.m. en mars contre +6,1 % en février). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +1,1 % en g.a. en mars.

L'écart entre l'IPC et l'IPP se réduit, à 6,8 % en mars (contre 7,9 % en février), mais reste encore à un niveau élevé. La faible transmission de la hausse des coûts jusqu'au consommateur final s'explique notamment par les effets de concurrence au niveau de l'offre, et la lente reprise de la demande intérieure. La pression sur les prix est donc principalement ressentie par les secteurs en aval dans les chaînes de valeur.

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement s'accélère à +10,6 % en mars, au-delà des prévisions du marché

[Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la croissance de [l'encours de financement de l'économie hors administrations publiques](#) (« Total social financing », TSF) s'accélère à +10,6 % en g.a. en mars (contre +10,2 % en g.a. en février), au-delà des prévisions du marché, étant donné la résurgence de l'épidémie. Cette évolution est principalement due à :

- i) l'augmentation du composant principal - [l'encours des crédits bancaires](#) à +11,3 % en g.a. (contre +11,2 % en g.a. en février) ;
- ii) la moindre contraction de [l'encours des acceptations bancaires non acceptées](#) (*undiscounted bankers' acceptances*) à -19,5 % en g.a. en mars (contre -24,7 % en g.a. en février) ;
- iii) la hausse de [l'encours des obligations gouvernementales](#) à +17,0 % en g.a. en mars (contre +16,3 % en g.a. en février), du fait que le gouvernement chinois a appelé à accélérer l'émission de SPB dont le quota est fixé à 3650 Mds RMB pour l'année 2022 et a exigé que l'émission de ce quota doit s'accomplir avant fin septembre (traditionnellement fin novembre). Au total 1250 Mds RMB de SPB ont été émis au cours du premier trimestre (contre seulement 20 Mds RMB à la même période de l'année précédente), dont 416 Mds RMB, 232 Mds RMB et 202 Mds RMB sont destinés respectivement aux infrastructures municipales et des parcs industriels, aux infrastructures de transport et aux projets de logements abordables.

Dans le détail, l'accélération de la croissance de l'encours des crédits bancaires est principalement due au financement à court terme, alors que la structure des crédits bancaires reste encore à améliorer :

- i) les nouveaux crédits aux ménages à court terme rebondissent de +385 Mds RMB en mars (contre -291 Mds RMB en février) ;
- ii) les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme augmentent de +374 Mds RMB en mars (contre -46 Mds RMB en février). Cette évolution s'explique notamment par la réduction des taux d'intérêt des crédits hypothécaires, opérée depuis mars par certaines banques sous encouragement des autorités locales dans une centaine de villes, afin de stimuler la demande de logement. En moyenne, les baisses de taux d'intérêt s'échelonnent entre 20 et 60 points de base. Cette accroissement est néanmoins à mettre au regard de l'augmentation des nouveaux crédits aux ménages à moyen et long terme enregistrée il y a un an, en mars 2021, de +624 Mds RMB: la confiance des acheteurs de logements ne semble pas encore pleinement restaurée, et certains acheteurs tendent à surseoir à l'achat de logement en raison de la poursuite de la baisse des prix ;
- iii) les nouveaux crédits aux entreprises s'accroissent fortement de +2480 Mds RMB, du fait notamment du financement à court terme (les nouveaux crédits aux entreprises à court terme augmentent de 809 Mds RMB en mars contre +375 Mds RMB en mars 2021 ; les lettres de change de 319 Mds RMB en mars contre -153 Mds RMB en mars 2021). Les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme rebondissent de +1345 Mds RMB en mars (contre +505 Mds RMB en février), reflétant les mesures d'assouplissement monétaire prises depuis fin 2021 (la réduction du RRR des institutions financières à mi-décembre ; la diminution du taux d'intérêt général à mi-janvier). Cette hausse se situe au même niveau que le mois du mars de l'année précédente (+1330 Mds RMB).

En outre, l'encours des dépôts bancaires continue de croître de +9,9 % en g.a. en mars (contre +9,8 % en g.a. en février), en raison de l'augmentation des dépôts par les entreprises (+2651 Mds RMB contre +139 Mds RMB en février et +1729 Mds RMB en mars 2021) et des ménages (+2702 Mds RMB contre -292 Mds RMB en février et +1940 Mds RMB en mars 2021). Au contraire, les dépôts des administrations publiques s'abaissent de -845 Mds RMB en mars (contre +600 Mds RMB en février et -485 Mds RMB en mars 2021).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'accélère également à +9,7 % en g.a. en mars (contre +9,2 % en g.a. en février).

Il convient également de noter qu'à la suite de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 6 avril, la PBoC a précisé la mise en œuvre des deux programmes spéciaux de *relending* pour l'innovation technologique et des « retraites inclusives » (普惠养老, services fournis à la plupart des personnes âgées) lors de la conférence de presse le 14 avril. Concrètement, la PBoC a accordé un quota de 200 Mds RMB pour le programme d'innovation technologique, avec un taux d'intérêt préférentiel de 1,75 %. Une fois que les institutions financières auront accordé des prêts aux entreprises du secteur technologique, la PBoC fournira un soutien financier trimestriel à 60 % du principal des prêts. S'agissant du programme de « retraites inclusives », la PBoC a initialement sélectionné cinq provinces, dont le Zhejiang, le Jiangsu, le Henan, le Hebei et le Jiangxi, pour mener à bien des projets pilotes, avec chacune un quota de 40 Mds RMB à un taux d'intérêt préférentiel de 1,75 %. Les institutions financières pilotes pour le programme de « retraites inclusives » sont sept grandes banques nationales, dont *China Development Bank, Export-Import Bank, Industrial and Commercial Bank of China, Agricultural Bank of China, Bank of China, China Construction Bank et Bank of Communications*.

Croissance : un rapport évalue les impacts sur la croissance chinoise des mesures de *lockdown* liées à la « Politique Zéro Covid ».

Paru le 3 avril 2022, le Rapport [The Economic Cost of Locking down like China: Evidence from City-to-City Truck Flows](#) (Jingjing Chen, Wei Chen, Ernest Liu, Jie Luo, Zheng Song) estime les impacts économiques des mesures de *lockdown* en Chine, dans un contexte de forte recrudescence épidémique. L'étude se fonde sur l'analyse des flux mensuels de camions (*proxy* des échanges commerciaux entre villes) entre villes en *lockdown* et villes opérant normalement. Les données utilisées portent sur la période entre avril 2020 (fin du *lockdown* de Wuhan) et janvier 2022 (avant la recrudescence épidémique liée à la propagation du variant Omicron en Chine). Selon le rapport, sur la période considérée, la Chine comptait 34 villes en *lockdown* (dont 16 en *lockdown* total et 18 en *lockdown* partiel), sur une durée moyenne de 24 et 19 jours respectivement.

Pour rappel, la Chine déploie une politique stricte de contrôle épidémique sous le nom de « Politique Zéro Covid ». Les mesures sanitaires mises en place sont drastiques. A l'échelle nationale, les résidents sont soumis à (1) des contrôles sanitaires généralisés ; (2) un traçage systématique des déplacements par téléphone, visant à l'identification rapide de potentielles chaînes de contamination ; (3) des restrictions multiples sur les déplacements, en particulier dans les zones dites à risques ; (4) des *lockdowns* totaux ou partiels, à plus ou moins grande échelle, au sein des clusters identifiés (mesures de confinement des populations, de mise à l'arrêt des transports au sein des villes et vers l'extérieur, de fermeture des magasins, des usines, etc.); (5) des restrictions à l'entrée et à la sortie du territoire qui rendent les déplacements internationaux presque impossibles. L'ensemble du système administratif est mis sous très forte tension en cas d'émergence d'un foyer de contamination.

S'agissant des mesures de *lockdown*, les principaux résultats de l'étude sont les suivants :

- Le *lockdown* total d'une ville pendant une durée d'un mois réduit les flux de camions liés à cette ville de 54 % sur la même période (20% pour un *lockdown* partiel, c'est-à-dire portant sur certains quartiers uniquement), impliquant une baisse du PIB réel de la ville dans la même proportion ;
- **Imposer un *lockdown* total dans les quatre plus grandes villes nationales (Pékin, Guangzhou, Shanghai et Shenzhen) pendant un mois entrainerait une chute du PIB réel mensuel de ces villes de 61% et une chute du PIB réel mensuel national de 8,6 %, dont 11 % seraient dus aux effets d'entraînement (*spillover effects*). Song Zheng, co-auteur de l'étude et professeur d'économie à l'Université chinoise de Hong Kong, a précisé dans une interview que cela se traduirait par une **baisse de 0,7% à 0,75% du PIB annuel national.****
- **Imposer un *lockdown* total au sein d'une ville majeure comme Pékin pendant un mois entrainerait une chute du PIB réel national mensuel de 2,5% sur la période.**
- **Dans le scénario extrême d'un *lockdown* d'un mois de toutes les villes chinoises, le PIB réel national mensuel pourrait chuter de 53 % (sur le mois considéré); et le PIB réel national trimestriel de 22,3%.** Ainsi, si le *lockdown* d'une ville présente un impact moindre sur le PIB national réel, la mise en œuvre généralisée de *lockdowns* entraîne des conséquences économiques plus importantes.

En outre, le rapport effectue une analyse comparative avec plusieurs pays occidentaux, indiquant que les pertes économiques causées par les *lockdown* en Chine pourraient être quatre fois supérieures à celles causées par les mêmes mesures en Italie et au Canada. Ces coûts supérieurs sont expliqués par la rigidité des mesures de *lockdown* appliquées en Chine.

Pour rappel, au 11 avril 2022, environ 45 villes chinoises étaient en situation de *lockdown* total ou partiel, représentant plus de 26 % de la population (près de 375 millions d'individus) et 40 % du PIB national. Alors que les scénarios analysés dans l'étude demeuraient encore peu probables jusqu'au début d'année 2022, l'émergence du variant Omicron a entraîné le *lockdown* de la ville de Shenzhen pendant une semaine le 14 mars, et celui de la ville de Shanghai depuis le 27 mars. *In fine*, l'étude précise que les impacts de la politique Zéro Covid sur les dynamiques d'épargne et d'investissement sur le long terme pourraient peser davantage sur la croissance.

Croissance : les autorités annoncent des mesures de soutien à la consommation et évoquent une potentielle baisse du taux de réserves obligatoires (RRR) lors de la réunion du Conseil des Affaires d'Etat le 13 avril.

Dans un contexte de recrudescence épidémique, les autorités ont [annoncé](#) lors de la réunion du Conseil des Affaires d'Etat, présidée par Li Keqiang le 13 avril :

- Des mesures de soutien à la consommation et aux secteurs fortement affectés par les mesures de contrôle épidémique, notamment l'hôtellerie-restauration, le tourisme, les ventes de détail, l'aviation civile et les transports. L'approvisionnement et la stabilité des prix des biens de consommation essentiels seront assurés. En particulier, des « entrepôts multifonctions et de grande échelle » seront construits et mobilisés en cas de situations d'urgence. A l'instar des annonces faites lors des *Lianghui* en mars, Li Keqiang appelle à promouvoir de nouveaux modes de consommation: consommation « smart plus », consommation en ligne, consommation de services médicaux et de soins, biens d'équipement, etc. Néanmoins, outre la levée progressive des restrictions à l'achat d'automobiles (quotas sur les plaques d'immatriculation), aucune mesure précise n'est détaillée ;
- Des mesures de facilitation aux exportations : notamment sous la forme de remises sur les taxes à l'exportation, simplification des procédures administratives, et assurance-crédit export ;
- Des mesures de soutien à l'économie réelle afin de réduire les coûts de financement des acteurs économiques : les instruments de politique monétaire seront mobilisés en temps approprié, notamment le taux de Réserves obligatoires (*Reserve Requirement Ratio*, RRR). Ces annonces laissent présager de nouvelles mesures d'assouplissement de la politique monétaire, la PBoC opérant généralement les baisses de RRR dans les jours suivants les annonces du Conseil des Affaires d'Etat (la dernière en date a eu lieu le 6 décembre 2021).

Le lundi 11 avril, Li Keqiang avait déjà averti sur les risques pesant sur la stabilité de la croissance, suggérant l'accroissement des inquiétudes des autorités quant aux perspectives économiques, dans un contexte de contrôle épidémique drastique. Il a souligné que des mesures de soutien à la croissance devraient être promues et accélérées, notamment des réductions d'impôts, des émissions de *Special Purpose Bonds*, et des mesures de soutien à l'emploi. Le 7 avril, lors d'un colloque sur la conjoncture économique réunissant économistes et entrepreneurs, Li Keqiang avait également [appelé](#) à œuvrer en faveur de la stabilisation des prix, en intensifiant les efforts dans des domaines clés tels que la production céréalière, l'approvisionnement énergétique et les opérations logistiques. Sur le volet de l'emploi, il avait rappelé l'importance d'améliorer les services liés à l'emploi pour les nouveaux diplômés et d'encourager l'entrepreneuriat et les startups. Pour rappel, les chiffres sur la croissance du PIB national au T1 2022 seront publiés officiellement le lundi 18 avril.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Flux de capitaux : rétrécissement du différentiel des taux de rendement des obligations d'Etat chinoises et américaines : quels impacts sur les flux de capitaux transfrontaliers ?

Au cours de la séance du 11 avril, le taux de rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a ponctuellement dépassé le taux de rendement des obligations d'Etat chinoises à 10 ans, pour s'établir à 2,7640% contre 2,7525% respectivement; alors qu'au cours des 12 dernières années, les obligations d'Etat chinoises ont continuellement enregistré des taux de rendement plus élevés que ceux des bons du Trésor américain. Certains analystes indiquent que cette inversion ponctuelle s'est produite à la suite des mesures prises par la Fed visant à augmenter les taux d'intérêt. S'agissant des bons à 3 ans et à 2 ans, ce phénomène s'est également produit le 25 mars et le 1^{er} avril cette année. Selon M. Guan Tao, économiste en chef de *Bank of China Securities*, l'écart important entre les niveaux d'inflation aux Etats-Unis (élevé) et en Chine (modéré, +1,5% en g.a. pour le mois de mars) constitue le principal facteur expliquant le décalage des cycles de politique monétaire entre les deux pays.

Certains analystes estiment que l'impact de cette inversion sur le taux de change du RMB devrait rester limité. Le 11 avril, le yuan s'est légèrement déprécié face au dollar américain, pour s'établir à 6,3795 CNY pour un dollar sur le marché *onshore* et à 6,3841 CNH pour un dollar sur le marché *offshore*, à la clôture. M. Ming Ming, co-économiste en chef de la CITIC Securities, a indiqué qu'un rétrécissement du différentiel des taux d'intérêt sino-américain, généralement couplé à une dépréciation du yuan, n'est pas le facteur principal jouant sur l'évolution du taux de change du RMB, qui dépend essentiellement des fondamentaux économiques nationaux, notamment de la balance des paiements. Ces derniers demeurent bien orientés pour la Chine. En 2021, l'excédent courant chinois et le montant des entrées nettes d'IDE étaient relativement élevés et les liquidités en USD suffisantes sur le marché interbancaire chinois. En outre, les taux d'intérêt réels des obligations d'Etat chinoises, relativement élevés, constituent un élément stabilisateur s'agissant du taux de change : le rendement réel des bons à 10 ans du Trésor américain est d'environ -5,3% compte tenu du taux d'inflation de près de +8% en g.a. aux Etats-Unis, tandis que le rendement réel des obligations d'Etat chinoises est de +1,2% en raison d'une croissance modeste de l'inflation (+1,5% en g.a. en mars).

S'agissant des flux de capitaux, les risques de sorties de capitaux semblent contrôlés. En mars, les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en obligations d'Etat chinoises d'environ 2,09%, à 2430 Mds CNY, dans la continuité de la réduction enregistrée en février pour la première fois depuis novembre 2018. Néanmoins, selon un responsable de la SAFE, cette baisse est relativement faible au regard du montant total des actifs chinois détenus par les investisseurs étrangers (en particulier, environ 3% des obligations chinoises sur un total de 136 000 Mds CNY). En outre, Mme Wang Chunying, Directrice générale adjointe de la SAFE, a déclaré que les entrées de capitaux en Chine avaient rebondi en mars. M. Zhang Bin, Directeur général adjoint de l'IWEP (*Institute of World Economics and Politics*, CASS) indique que les prévisions sur le taux de change du RMB et sur les performances économiques sont les principaux facteurs susceptibles d'avoir un impact significatif sur les flux de capitaux transfrontaliers. Le rétrécissement du différentiel des taux d'intérêt avec les Etats-Unis, voire son inversement, ne constituerait donc pas une menace majeure sur la stabilité des flux de capitaux.

Marché boursier : la performance du marché boursier chinois de la semaine du 11 avril

Cette semaine, les pertes enregistrées sur le marché boursier chinois se poursuivent. La recrudescence des cas de Covid-19 à Shanghai, la publication des chiffres officiels sur l'inflation (plus élevée que prévue) et la hausse des taux de rendement des bons du Trésor américain expliquent notamment les baisses du 11 avril.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Le 11 avril	-3,1%	-2,6%	-3,7%	-4,2%	-3,7%
Entre le 11 avril et le 15 avril	-1,0%	-1,2%	-2,6%	-4,3%	-5,2%
Depuis le 1er janvier 2022	-15,2%	-11,8%	-21,6%	-26,0%	-30,4%

Les capitalisations boursières de la bourse de Shanghai, de Shenzhen et de Beijing ont perdu respectivement de 395 Mds RMB, 728 Mds RMB et 12 Mds RMB.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Accès au marché : allègement des exigences pour les investisseurs étrangers dans le secteur des télécommunications

Le 7 avril, le Premier ministre Li Keqiang a signé [un décret](#) visant à « stimuler l'activité économique » en simplifiant les réglementations administratives dans divers secteurs. Le décret entrera en vigueur le 1^{er} mai 2022.

Introduisant en outre des mesures de simplification administrative dans le secteur médical, du transport transfrontalier de marchandises, et de la formation des gardes de sécurité, le texte lève l'obligation pour les investisseurs étrangers dans le secteur télécommunications de présenter une expérience et de bonnes performances dans le secteur.

Néanmoins, le seuil pour les investissements étrangers dans les services de télécommunications de base est de 49 %, et de 50 % pour les services de télécommunications à valeur ajoutée.

Pour mémoire, le taux d'investissements étrangers dans les entreprises de télécommunications était de 2,5 % en septembre 2021 et les entreprises étrangères font plus largement face à des discriminations dans ce secteur. Les appels d'offre sont en effet régulièrement attribués à des fournisseurs d'infrastructures chinois : en juillet 2021, China Mobile et China Broadcasting Network ont attribué 90 % d'un appel d'offre (5G) à Huawei et ZTE – tandis qu'Ericsson en avait obtenu 2 %. En novembre 2020, l'ambassadeur de l'UE en Chine, Nicolas Chapuis, avait [dénoncé](#) des conditions de concurrence déloyales dans le marché chinois des télécommunications dans le cadre du déploiement de la 5G, appelant à la poursuite des efforts européens en vue d'obtenir un accès significatif aux marchés des infrastructures (et des services) 5G en Chine.

Chiffres actualisés du commerce extérieur chinois pour la période janvier - mars 2022 selon les douanes chinoises : stagnation des importations et forte hausse des exportations

NB : les données croisées pays/produits pour le mois de mars seront publiées d'ici une quinzaine de jours

Les importations chinoises enregistrent une légère hausse en mars (+0,6 %), du fait d'une forte hausse en valeur des achats de matières premières (liée à la hausse des prix). La croissance des exportations (+14,5 %) continue quant à elle de battre les prévisions des économistes ; le ralentissement de la production et les blocages enregistrés actuellement dans les ports n'ont pas encore eu d'effet significatif sur les exportations totales de la Chine.

Les échanges commerciaux avec la Russie augmentent en mars (+12,8 % en g.a.), vraisemblablement du fait de la hausse du prix du pétrole, les exportations enregistrant une baisse prononcée (-7,7 %).

- **Sur les trois premiers mois de l'année 2022, les exportations ont augmenté de 15,6 % (à 820,8 Mds USD).**

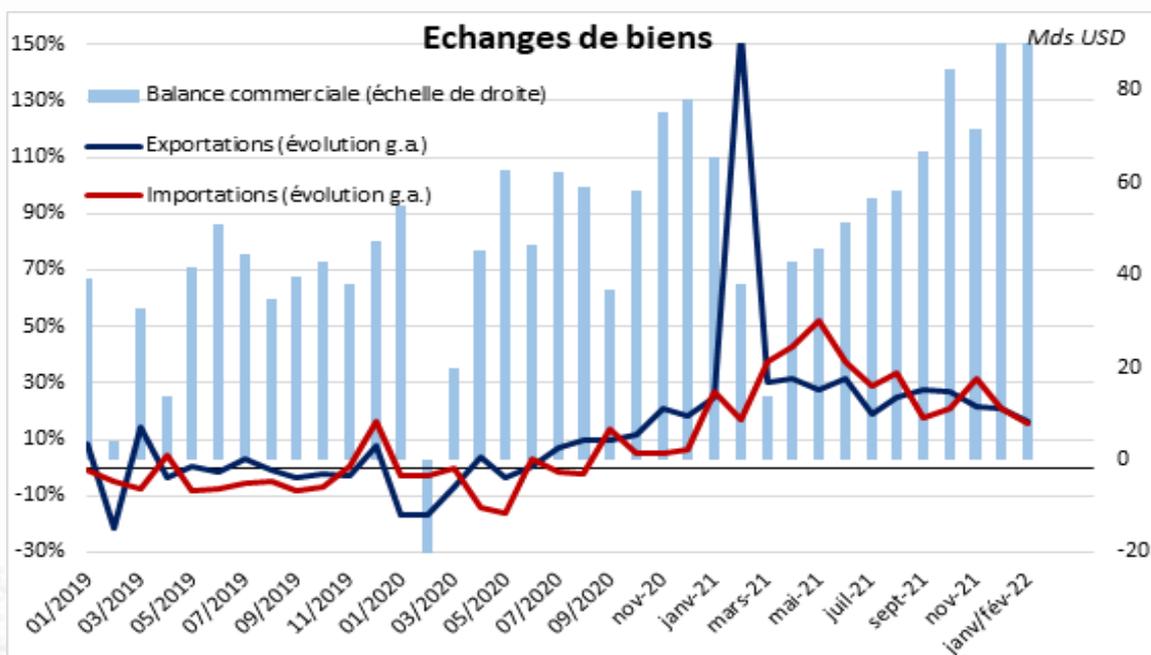
- **+14,5 % en g.a. à 276,1 Mds USD pour les exportations de biens en mars, après +16,3 % pour la période janvier - février¹.**
- Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+22,4 % à 47,3 Mds USD), l'Union européenne (+21,4 % à 44,4 Mds USD) dont la France (+12,1 % à 3,6 Mds USD), l'ASEAN (+10,4 % à 41,6 Mds USD) dont la Malaisie (+25,0 % à 7,2 Mds USD), le Japon (+9,7 % à 14,9 Mds USD), la Corée du Sud (+14,4 % à 13,3 Mds USD) et Taiwan (+33,0 % à 8,2 Mds USD). Les exportations vers le Vietnam (-11,7 % à 10,8 Mds USD), le Royaume-Uni (-3,5 % à 6,2 Mds USD) ont enregistré une baisse.
- **Les exportations chinoises vers la Russie** ont également baissé en mars (-7,7 % à 3,8 Mds USD), après avoir augmentées en février : +25,8 % en g.a. à 5,2 Mds USD, principalement du fait d'une hausse des exportations de machines et appareils mécaniques (+8,6 % à 1,4 Md USD) et électriques (+5,0 % à 1,1 Md USD) ainsi que des ventes automobiles (+44,8 % à 410 MUSD).
- Les exportations dans l'ensemble des principaux secteurs ont augmenté, en particulier pour les biens électriques et mécaniques (+11,2 % à 162,0 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+15,5 % à 13,5 Mds USD) et les ordinateurs (+9,8 % à 22,3 Mds USD), les produits de haute technologie (+9,6 % à 83,1 Mds USD), et les produits textile (+22,2 % à 11,8 Mds USD).
- **Sur les trois premiers mois 2022, les importations ont augmenté de 10,9 % (à 657,5 Mds USD) ;** elles avaient augmenté de 27,6 % en 2021.
- **+0,6 % à 228,7 Mds USD pour les importations de biens mars, inférieur à la croissance des exportations pour la période janvier - février (+13,7 % en g.a.).**
- Le dynamisme des importations en provenance des principaux partenaires est inégal. Elles augmentent en provenance de l'ASEAN (+2,7 % à 34,0 Mds USD) dont la Malaisie (+10,3 % à 9,2 Mds USD) et l'Indonésie (+17,6 % à 5,5 Mds USD), de Taiwan (+4,6 % à 22,2 Mds USD), de la Corée du Sud (+6,8 % à 19,0 Mds USD), de l'Afrique (+14,6 % à 10,1 Mds USD). Les importations en provenance de l'Union européenne ont chuté (-11,6 % à 24,3 Mds USD) du fait notamment d'une baisse des importations en provenance de l'Allemagne (-9,8 % à 9,3 Mds USD) et de la France (-4,2 % à 3,0 Mds USD). Les importations venant du Japon (-9,8 % à 17,4 Mds USD), des Etats-Unis (-12,0 % à 15,5 Mds USD), et de l'Australie (-15,1 % à 11,2 Mds USD) ont également été marquées par une baisse significative.
- **Les importations chinoises en provenance de la Russie ont enregistré une forte hausse (+26,4 % à 7,8 Mds USD).** Si les chiffres détaillés du mois de mars ne sont pas encore publics, les données des échanges pour janvier et février montrent que la tendance de la hausse des importations chinoises est exclusivement liée à la hausse des prix de l'énergie ; il ne se reflète pas, dans les données douanières chinoises, un soutien chinois à la Russie. **En février 2022, les importations chinoises en provenance de Russie** avaient augmenté de 25,6 % g.a. à 6,2 Mds USD (+40,1 % à 13,8 Mds USD sur les deux premiers mois) mais reflètent

¹ Les douanes chinoises combinent les chiffres du commerce extérieur des mois de janvier et février pour lisser l'impact du Nouvel An chinois, lequel a alternativement lieu en janvier ou février en fonction du calendrier lunaire. Cette année, la semaine de vacances du Nouvel An chinois a débuté le 31 janvier.

principalement la hausse du prix du pétrole brut (plus de la moitié des importations) dont les achats en volume baissent.

Importations CN de RU en fév. 2022	Part imports	MUSD	variation		part de marché russe	
			valeur	volume	%	évol. 1 an
Total	100%	6 239	25,6%	nd	3,3%	+0,4%
Pétrole brut	54,2%	3 380	13,7%	-26,1%	14,9%	-1,8%
Charbon	7,3%	457	132,6%	8,2%	32,7%	+12,5%
Gaz	9,7%	603	163,4%	-53,8%	10,10%	+5,0%
Cuivre affiné	3,8%	237	-7,6%	-23,0%	7,80%	-3,0%
Minerais	3,7%	230	-19,2%	-23,2%	1,4%	-0,1%
Bois scié	2,9%	180	29,0%	-0,7%	37,1%	+2,3%

- Alors que la croissance des importations a stagné, des hausses ont été enregistrées pour les matières premières : pétrole brut (+36,0 % à 30,2 Mds USD) ; gaz naturel (+37,0 % à 4,2 Mds USD) ; minerais de cuivre (+15,1 % à 5,4 Mds USD) ; charbon (6,7 % à 2,3 Mds USD). Les importations dans les autres secteurs sont en baisse : produits électriques et mécaniques (-2,7 % à 94,3 Mds USD) malgré une hausse des achats de semi-conducteurs (+6,7 % à 38,4 Mds USD) et d'ordinateurs (+2,8 % à 5,5 Mds USD) ; produits de haute technologie (-2,5 % à 68,7 Mds USD) ; produits agroalimentaires (-1,0 % à 17,4 Mds USD).
- **Sur les trois premiers mois l'excédent commercial s'élève à 163,3 Mds USD (contre 117,1 Mds USD sur la même période l'année précédente). Sur le mois de mars l'excédent commercial s'élève à 47,4 Mds USD, en hausse par rapport à l'année dernière (13,8 Mds USD).**



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-mars 2022 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	1 478,2	+13,5 %
Exportations chinoises	820,8	+15,6 %
Importations chinoises	657,5	+10,9 %
Balance commerciale	163,3	augmentation de la balance commerciale de 46,3 Mds USD

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-mars 2022 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	94,3	14,3	+9,3 %
Union européenne	70,1	10,7	+10,7 %
<i>dont Allemagne</i>	27,0	4,1	-5,0 %
<i>dont France</i>	8,6	1,3	+2,2 %
Taiwan	62,2	9,5	+13,8 %
Corée du Sud	53,3	8,1	+13,0 %
Japon	47,7	7,3	+0,2 %
États-Unis	47,0	7,2	+1,0 %
Australie	32,7	5,0	-2,9 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-mars 2022 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	138,9	16,9	+16,5 %
Union européenne	135,8	16,5	+23,1 %
<i>dont Allemagne</i>	28,7	3,5	16,9 %
<i>dont France</i>	11,5	1,4	16,9 %
ASEAN	118,0	14,4	+12,2 %
Hong Kong	68,8	8,4	+6,2 %
Japon	41,9	5,1	+8,2 %
Corée du Sud	37,0	4,5	+16,7 %

Source : douanes chinoises, CEIC

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Climat des affaires : circulaire sur l'établissement du « marché intérieur unifié »

Le 10 avril, le PCC au niveau central et le Conseil des Affaires de l'Etat ont conjointement publié [une circulaire](#) visant à établir un « marché intérieur unifié ». Le document met l'accent sur **(i)** la suppression du protectionnisme local ; **(ii)** la lutte contre la concurrence déloyale ; **(iii)** l'amélioration de la circulation de la main-d'œuvre et des capitaux au sein du marché national ; dans le but d'améliorer l'environnement des affaires et de créer un système d'économie de marché plus résilient.

Cette stratégie a été présentée lors de la 23^e réunion du comité central pour l'approfondissement de la réforme, présidé par Xi Jinping en décembre 2021, lors de laquelle ce dernier a souligné l'importance d'établir un « marché intérieur unifié » qui soit efficace, équitable et ouvert. Le rapport du gouvernement publié en mars 2022 pendant les *Lianghui* avait également insisté sur l'accélération du développement d'un marché intérieur unifié.

La construction d'un marché intérieur unifié fait partie intégrante de la stratégie de la circulation duale figurant dans le 14^e plan quinquennal. Cette stratégie, adopté dans un contexte géopolitique que la Chine perçoit comme de plus en plus hostile à son développement, décompose le système économique en deux cycles : intérieur (la Chine) et extérieur (le reste du monde). Cette approche promeut une bascule de l'économie chinoise vers le marché intérieur, ayant acquis une forme d'autonomie stratégique par rapport à l'économie mondiale, et l'utilisation accrue des « ressources » (financement, innovation) issues de cette dernière (cycle extérieur), en vue de faciliter la montée en gamme de l'économie. La Chine entend ainsi renforcer son autosuffisance, via une substitution des importations, et réduire le rôle des entreprises étrangères, tout en augmentant la dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis de la Chine.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Jeux vidéo : suspendues depuis juillet 2021, des licences pour jeux vidéo sont à nouveau attribuées

Le 11 avril, l'Administration nationale de la presse et de la publication (ANPP) [a publié](#) une liste de 45 licences de jeux vidéo. 37 entreprises voient ainsi leurs jeux approuvés, à l'exception notable de Tencent et NetEase, premières entreprises du secteur (respectivement 51,5% et 17,5% des parts de marché [en 2019](#)). Il semble par ailleurs que [la plupart](#) des licences aient été octroyées à des jeux dépourvus d'achats intégrés (*in-app purchases*) – ou alors, à très bas prix.

L'attribution de licences était suspendue depuis l'été dernier dans un contexte de resserrement réglementaire, notamment pour les utilisateurs mineurs. Le taux de croissance du chiffre d'affaires du secteur avait diminué de 26,7% à 6,5% depuis 2020, tandis que la plupart des entreprises du secteur se tournent vers les marchés internationaux (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 février 2022](#)). Ce hiatus dans l'attribution de licences n'est pas nouveau : fin 2018, aucune licence n'avait été accordée pendant neuf mois. Les principales entreprises s'étaient alors également [tournées](#) vers les marchés extérieurs.

Depuis juillet 2021, les entreprises du secteur ont néanmoins échangé régulièrement avec les régulateurs afin de modifier le contenu et fonctions de paiement (*in-app purchases*). En septembre, une association de jeux vidéo aurait organisé [une formation](#) pour les développeurs de jeux, mettant en avant le fait que ceux-ci doivent afficher des « valeurs correctes » dépourvues d'éléments religieux ou violents. Plus de 200 entreprises, dont Tencent et NetEase, s'étaient alors engagées à « s'auto-réguler ».

Economie numérique : changement de leadership à Alibaba Cloud

Le directeur Chine d'Alibaba Cloud, Ren Geng, ainsi que le vice-Président d'Alibaba Group et directeur général des ventes et du développement de l'écosystème Cloud, Guo Jijun, ont tous les deux annoncé [leurs démissions](#). Le poste de directeur Chine sera occupé par Huang Haiqing, actuel vice-Président d'Alibaba Cloud. Avant d'entrer à Alibaba Cloud, celui-ci avait notamment travaillé à Dell, Oracle et Tencent Cloud (en tant que vice-Président).

Cette réorganisation s'inscrit aussi dans un contexte où Alibaba a enregistré au T4 2021 10% de croissance de son chiffre d'affaires (CA), soit le plus faible depuis son introduction en bourse en 2014 ; et AliCloud un ralentissement de la croissance de son CA (20% au T3 2021). [Selon 36kr](#), la plupart des fournisseurs de cloud auraient réajusté leurs objectifs de croissance pour 2022. A noter en outre que dans le cas d'Alibaba Cloud, le Ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) avait suspendu fin 2021 son partenariat avec Alibaba Cloud sur les menaces cybersécuritéaires pour six mois (plateforme d'échange d'informations sur les menaces cyber), Alibaba Cloud n'ayant [pas immédiatement reporté](#) une vulnérabilité identifiée dans le logiciel Log4j.

Electronique : le processeur open source RISC-V de la CAS, Xiangshan, sera développé par l'Institut de recherche sur les puces open source de Pékin

Le 9 avril, le vice-directeur de l'institut des technologies de l'information de l'Académie chinoise des Sciences (CAS), Bao Yungang, a annoncé le [lancement officiel](#) de l'Institut de recherche sur les puces open source de Pékin

(ou Beijing Open Source IC Academy, BOSIA ; en chinois 开芯院). Créé en décembre 2021, cet institut ambitionne d'être un écosystème leader pour le développement de processeurs basés sur des architectures open source notamment RISC-V. En particulier, il [reprendra les travaux](#) de développement du [processeur Xiangshan](#) (香山), basé sur l'architecture du jeu d'instructions RISC-V.

[Xiangshan](#) est un projet de processeur développé jusqu'à présent par la CAS. [Sa première version](#), Yanqi Lake (雁栖湖), est un prototype de puce à 8 cœurs et fabriqué par TSMC (en 28 nm). La seconde, Nanhu (南湖), voit sa [production prévue](#) pour la fin d'année, cette fois par SMIC (en 14 nm annoncés).

Alors que les semi-conducteurs sont une vulnérabilité identifiée de longue date par les autorités chinoises, les architectures de processeurs reçoivent une attention particulière. Les acteurs chinois se montrent notamment actifs au sein de la fondation RISC-V International, dont Bao Yungang est [membre](#). Créée en 2015, cette organisation cherche à promouvoir l'ISA (*Instruction Set Architecture*), RISC-V, en mode open source – donc libre de droits de propriété intellectuelle- à l'inverse de X-86 (Intel) et ARM notamment.

Semi-conducteurs : la Chine en tête des investissements dans les équipements de fabrication

Alors que les ventes mondiales d'équipement de fabrication de semi-conducteurs ont augmenté de [44% en 2021](#) pour atteindre 102,6 Mds USD, la Chine a attiré 28,9% de ces investissements (29,6 Mds USD) des investissements réalisés (+58%).

Parmi les principaux investisseurs chinois, figurent le fondeur SMIC ou encore les fabricants de puces mémoires YMTC et CXMT. A titre de comparaison, le montant des dépenses dans les équipements s'élève à 25 Mds USD (+55%) pour la Corée du Sud, et 25 Mds (+45%) pour Taiwan. En Europe, les investissements s'élèvent en 2021 à [3,2 Mds](#) (+23%).

Politique industrielle : le MIIT publie le plan de travail 2022 du groupe de travail sur l'internet industriel

Le 13 avril, le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) a publié le [plan de travail 2022](#) pour le groupe de travail sur l'internet industriel. Le groupe de travail est composé de représentants de pas moins de 20 ministères, instituts et associations, dont le MIIT, la NDRC, le MOST, le MOE, mais aussi la PBOC, ou encore la CNIPA.

Le plan appelle de manière générale à former un écosystème comportant plusieurs zones pilotes : en 2022, une centaine de projets pilotes devront être sélectionnés dans ces zones (sans plus de précision). L'accent est notamment mis sur la consolidation des infrastructures, et l'utilisation de la 5G pour l'internet industriel (5G+工业互联网), 10 usines devant être entièrement connectées à la 5G. En 2022, devront être construites 10 plateformes d'internet industriel régionales, ainsi que des centres de données issues de l'internet industriels à Chongqing, et dans les provinces du Shandong, Zhejiang, Liaoning, Jiangsu et du Guangdong. S'agissant de la standardisation, le plan recommande de proposer 20 projets de normes relatives à l'internet industriel.

Voir l'infographie du MIIT (en chinois) reprenant les principaux objectifs du plan de travail [ici](#).

Automobile : le secteur automobile est parmi les plus touchés par les arrêts de production dus à la pandémie de covid-19

Le 9 avril, le constructeur de véhicules électriques (VE) NIO a annoncé [suspendre sa production](#), les opérations de ses fournisseurs notamment à Jilin, Shanghai et dans le Jiangsu étant fortement perturbées. Le 28 mars, Tesla avait également suspendu les opérations de son usine à Shanghai ; l'usine de la coentreprise entre Volkswagen et FAW à Changchun (province du Jilin) est également à l'arrêt depuis mi-mars. Le géant des batteries CATL a quant à lui isolé ses employés de sa principale usine à Ningde dans un « circuit fermé ».

En conséquence, la diminution de la demande en aval a pour le moment entraîné la [diminution du prix du lithium](#) pour la première en huit mois. Celui-ci avait augmenté de près de [500%](#) l'année dernière.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : le pétrole russe trouve des acheteurs en Asie, bien que les grandes entreprises d'Etat chinoises restent en retrait

Les exportations de pétrole russe par voie maritime (qui représentaient avant la guerre environ 60% du total, le reste étant transporté par pipeline) ont atteint la première semaine d'avril leur plus haut niveau depuis le début de l'année, après avoir décliné suite à l'invasion de l'Ukraine, d'après les données de [Bloomberg](#). En moyenne, les distances parcourues par les pétroliers augmentent, avec une redirection des flux notamment vers l'Asie, face à la faible demande en pétrole russe de la part des acheteurs occidentaux. Les ports de Méditerranée deviennent un lieu privilégié pour le transfert de pétrole russe vers des navires de plus large gabarit, adaptés aux transports intercontinentaux.

Il apparaît que les entreprises d'Etat chinoises (Sinopec, CNOOC, Petrochina et Sinochem) se tiennent pour l'instant [à l'écart](#) de nouveaux achats sur le marché spot, restant prudentes face aux risques liés aux sanctions occidentales, bien qu'elles continuent à honorer les contrats d'approvisionnement à terme dans lesquels elles sont engagées. Les raffineurs indépendants chinois (qui comptent pour environ 1/4 de la capacité de raffinage du pays et sont majoritairement basés au Shandong) ont en revanche passé discrètement des commandes de pétrole brut [ESPO](#) (transporté via le pipeline russe éponyme et chargé dans le port de Kozmino à l'est de la Russie) pour une livraison en mai. Des achats de barils d'[Urals](#) ont également été passés pour une livraison en juin. Ces acheteurs bénéficient de flexibilités de paiement accordés par certains producteurs russes, notamment la possibilité de [payer les contrats en yuan](#) ou d'être dispensés de lettres de crédit. Cependant ces achats devraient rester limités considérant la difficulté pour les acheteurs chinois à [mobiliser des pétroliers](#) pour transporter les barils russes, de surcroît à des prix abordables, peu d'armateurs étant prêt à prendre le risque.

De son côté l'Inde ne cache pas sa volonté de bénéficier des prix réduits sur le pétrole russe, ayant déjà réservé depuis le début de la guerre en Ukraine quelques 14 millions de barils, contre près de 16 millions sur toute l'année 2021, d'après les estimations de [Reuters](#).

Energie : le plan quinquennal sur l'innovation dans le secteur de l'énergie confirme les ambitions de la Chine d'être leader sur les technologies énergétiques

Début avril, l'Administration Nationale de l'Énergie (NEA) et le ministère de la Science et de la Technologie (MOST) [publiaient](#) le 14ème plan quinquennal (2021-2025) relatif à l'innovation dans le secteur de l'énergie. Celui-ci survient peu après la parution du plan général à horizon 2025 pour la construction d'un « système énergétique moderne » (voir brèves du SER de Pékin, [semaine du 21 mars](#)). Le plan identifie de façon détaillée les **5 domaines prioritaires** pour l'innovation, avec pour principes de (1) renforcer les percées technologiques et combler les lacunes des chaînes industrielle et d'approvisionnement, (2) soutenir la modernisation et la transition verte et bas carbone de l'industrie énergétique, (3) s'appuyer sur des grands projets énergétiques de démonstration :

- **Systèmes d'énergies renouvelables « avancés »** : le plan met l'accent sur les technologies permettant une meilleure intégration des énergies renouvelables. Les efforts de R&D seront concentrés sur les technologies de l'hydroélectricité, de l'éolien, du solaire, de la biomasse, de la géothermie et des énergies marines ; des percées devront être faites dans la production, le stockage et le transport de l'hydrogène ainsi que dans les technologies de piles à combustible.

- **Nouveau système électrique** : le réseau électrique devra être adapté pour permettre l'intégration des énergies renouvelables et distribuées.
- **Energie nucléaire sûre et efficace** : la recherche devra se concentrer sur l'optimisation des technologies clés pour les réacteurs de génération III et III+, ainsi que sur les SMR et les réacteurs de génération IV (à ultra haute température refroidis au gaz, à sels fondus).
- **Exploration et utilisation « verte » des énergies fossiles** : le plan soutient clairement l'innovation dans les énergies fossiles avec notamment l'amélioration de l'exploration et la production de pétrole et gaz - y compris dans leur version non conventionnelle-, le développement de l'extraction « verte » et intelligente du charbon, ou encore la récupération assistée du pétrole par injection de CO₂ (débouché principal des technologies CCUS en Chine).
- **Technologies numériques et intelligentes au service du système énergétique** : la numérisation est promue dans les secteurs traditionnels (extraction du charbon, du gaz et du pétrole, centrales et réseaux électriques) afin d'augmenter l'efficacité énergétique. Cela passe par l'utilisation du big data pour les données énergétiques, de la blockchain, de jumeaux numériques ou encore par la mise en place d'un internet des objets appliqué au secteur de l'énergie.

La Chine confirme par ce plan sa volonté de rester un leader mondial dans le secteur de l'innovation énergétique, le soutien du gouvernement à l'innovation – en forte augmentation sur les deux dernières décennies – ayant permis au pays de devenir le 1^{er} acteur mondial pour la fabrication de plusieurs technologies clés (panneaux solaires, éoliennes, batteries de véhicules électriques).

Energie : un nouveau plan quinquennal esquisse les voies de décarbonation de l'industrie pétrochimique et chimique

Le 14^e plan quinquennal pour le développement de haute qualité de l'industrie pétrochimique et chimique a été [publié](#) début avril par six ministères, dont le MIIT (ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information) et la NDRC (Commission nationale pour le développement et la réforme). Plusieurs objectifs sont mis en avant pour que le secteur engage un développement sûr et à faibles émissions de carbone d'ici 2025. On relèvera ainsi notamment :

- Réduction « significative » de la consommation d'énergie et des émissions carbone par unité de produits en vrac et réduction de 10% par rapport à 2020 des émissions de composés organiques volatils.
- Accélération de l'innovation dans les technologies clés telles que les nouveaux catalyseurs, la synthèse verte des composés chimiques et l'application à grande échelle de l'hydrogène vert ainsi que des technologies de capture et stockage du carbone (CCS).
- Promotion de l'électrification des installations, du remplacement du charbon par le gaz et augmentation de la proportion de matières premières riches en hydrogène.
- Entreprises pétrochimiques et chimiques encouragées à développer et utiliser l'hydrogène vert de manière « raisonnable et ordonnée » et en fonction des conditions locales ; expérimentation du couplage des activités de raffinage et de production chimique avec la production d'électricité et d'hydrogène verts.

Economie circulaire : publication d'un avis sur « l'accélération » du recyclage des déchets textiles

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a récemment publié un [avis](#) sur l'accélération du recyclage des déchets textiles. La Chine produit et fabrique plus de 50% du textile mondial. En 2020, elle produisait 22 millions de déchets textiles pour un taux de recyclage à hauteur de 20%. Le document

prévoit d'atteindre 25% de recyclage des fibres textiles et une production de 2 millions de tonnes de fibres recyclées d'ici 2025. Ces chiffres s'élèveront respectivement à 30% et 3 millions de tonnes d'ici 2030. Pour atteindre ces objectifs, l'avis vise à renforcer la collecte, le traitement et la valorisation des déchets textiles recyclés.

Cet avis s'inscrit dans la politique climatique de la Chine, dont l'économie circulaire est l'un des principaux objectifs. Par ailleurs, la NDRC avait déjà publié le 14^e plan quinquennal sur l'économie circulaire (voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 5 juillet 2021](#)) qui mentionnait déjà l'industrie textile, mais sans fixer d'objectifs chiffrés. L'industrie du textile a en effet un grave impact sur l'environnement : consommation d'eau, changement d'affectation des sols et émissions de gaz à effet de serre tout au long de la fabrication.

Transports : le gouvernement central tente de remédier aux perturbations logistiques, notamment en mettant en service des liaisons supplémentaires dédiées au fret de charbon

L'opérateur chinois du réseau ferré national *China Railway* (CR) a [annoncé](#) la mise en œuvre d'un nouveau plan d'opérations ferroviaires à partir du 8 avril, des liaisons supplémentaires de fret domestique de charbon et de fret international étant planifiées dans le but de sécuriser l'économie nationale ainsi que le commerce extérieur. Plusieurs liaisons de fret eurasiatiques seront mises en service, notamment au départ du Sud-ouest de la Chine (Chongqing, Chengdu et Guiyang). Des nouvelles capacités de transport sont ajoutées pour faciliter l'expédition du charbon depuis les principales régions productrices vers le reste du pays (14 trains de fret en provenance du Xinjiang ; 4 trains de fret lourd reliant l'Est de la Mongolie intérieure au Jiangxi ; 4 trains de fret du Shanxi au Hebei ; 4 trains de fret du Shanxi au Sud-est de la Chine ; 54 trains directs au service de contrats d'approvisionnement en charbon à moyen et long termes). Cette mesure est alignée avec les [efforts](#) déployés ces derniers temps par les autorités chinoises pour assurer la sécurité énergétique en garantissant l'exécution des contrats à moyen et long termes, qui [seront](#) amenés à couvrir 80% de la production domestique. Au premier trimestre, 350 millions de tonnes de charbon ont ainsi été acheminées via les chemins de fer, enregistrant une augmentation de 6,5% en glissement annuel.

Par ailleurs, les répercussions de la flambée épidémique se font sentir sur l'opération quotidienne des lignes passagers, qui sont réduites considérablement, à un niveau inférieur à 30% de la moyenne normale. CR [confirme](#) avoir suspendu la plupart des trains partant des zones touchées par l'épidémie et mis en place des restrictions vis-à-vis à l'achat de billets.

Si la restriction de circulation des individus est maintenant habituelle pour la population, la perturbation dans les chaînes logistiques est plus sensible, notamment pour les produits de première nécessité. La situation à Shanghai reste critique à ce titre ; la Vice-Première ministre Sun Chunlan, qui est chargée maintenant de la gestion de la crise depuis Shanghai, a [exhorté](#) les autorités locales à résorber les ruptures en matière d'approvisionnement et de distribution au plus tôt possible. Une [annonce](#) du Conseil des Affaires de l'Etat a été publiée par la suite en vue de garantir le transport de marchandises, interdisant aux gouvernements locaux de fermer des autoroutes, aires de service, terminaux portuaires et gares sans autorisation au niveau provincial.

Aéronautique : BOC Aviation passe commande de 80 appareils Airbus A320neo

BOC Aviation, filiale de location d'avions de *Bank of China*, dont le siège mondial est situé à Singapour mais qui est cotée à la bourse de Hong-Kong et qui dispose d'un important bureau à Tianjin pour les marchés chinois et asiatiques, a [annoncé](#) une commande ferme de 80 appareils Airbus de type A320neo (10 A321XLR, 50 A321neo et 20 A320neo). Airbus n'a pas dévoilé le montant de la transaction. Des consultants [estiment](#) toutefois qu'une

telle commande avoisinerait les 5 Mds USD. Avant cette annonce, BOC Aviation possédait 92 A320neo, avec 33 autres appareils monocouloirs en attente de livraison, chiffre porté par conséquent à 113 avions avec cette nouvelle commande de 80 appareils, dont les livraisons seraient programmées entre 2027 et 2029. Le portefeuille de compagnies aériennes clientes de BOC Aviation s'étend sur [tous les continents](#). En 2021, l'entreprise a [rapporté](#) un bénéfice de 561 M USD (+10% par rapport à 2020).

Aviation civile : feuille de route sectorielle du 14^{ème} plan quinquennal pour les procédures de certification de navigabilité

L'Administration de l'aviation civile de Chine a [informé](#) cette semaine de l'existence d'une feuille de route sectorielle pour les procédures de certification en matière de navigabilité aéronautique, dans le cadre du 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025. Le plan (qui n'a pas directement été publié en tant que tel) fait l'objet de [commentaires](#) sur le site de la CAAC. Sans masquer le constat de retard et lacunes actuelles dans le domaine de la certification (méthodologies jugées obsolètes, insuffisances et inefficacité constatées dans les délais, les procédures et l'organisation générale), la CAAC dévoile son ambition de hisser ses capacités de certification à un « niveau mondial d'ici 2035 », citant les modèles américains et européens. A cet égard et pour mémoire, [depuis septembre 2020](#), l'UE et la Chine mettent en œuvre l'accord bilatéral sur la sécurité de l'aviation (BASA). Ce cadre juridique permet l'accélération de certaines procédures administratives et techniques de certification, avec une reconnaissance réciproque des approbations de certains produits aéronautiques par chaque autorité. La nouvelle feuille de route de la CAAC mentionne les défis posés aux procédures de certification en Chine par les innovations technologiques, l'emploi de nouveaux matériaux et plus généralement par le développement d'une industrie aéronautique à faible émission carbone. Sur un plan plus immédiat, l'appareil monocouloir C919 de COMAC, également brièvement évoqué, est cependant toujours en instance de certification. Pour rappel, la finalisation des procédures de certification de C919, espérée pour l'an dernier, prend manifestement du retard et [semble repoussée](#) d'au moins un an, à fin 2022

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : éléments sur l'impact économique du confinement

Entre le 9 et le 14 avril 2022, le nombre de cas de Covid (confirmés et asymptomatiques) à Shanghai a évolué entre 23 000 et 27 700, soit une moyenne quotidienne de 25 200 cas. Le nombre total de cas accumulés depuis début mars a dépassé le 14 avril la barre des 300 000 cas.

L'impact économique du confinement de Shanghai, partiel depuis mi-mars et complet depuis le 1^{er} avril 2022, n'est pas encore évaluable précisément. Des estimations économiques, principalement d'institutions financières, ont commencé à être publiées, mais elles restent à ce stade très empiriques et ne fournissent que des ordres de grandeurs sur la base de scénarios théoriques d'ensemble. A titre d'exemple, ANZ estime que si les 10 plus grandes villes de Chine, qui représentent 22,5% du PIB, opéraient pendant un mois à 30% de leur activité normale, l'impact sur la croissance du PIB chinois serait de 1,3 pt. Pour mémoire, Shanghai et les trois provinces du delta du Yangtsé (Jiangsu, Zhejiang, Anhui) représentaient en 2020 environ 24,1% du PIB chinois pour une population de 227 millions d'habitants (soit un peu plus de 16% de la population chinoise).

Par secteurs d'activités, les situations sont très différentes. Dans le domaine des services aux consommateurs et de la distribution non alimentaire, l'impact du confinement à Shanghai devrait être très élevé en raison de la baisse de fréquentation en mars, puis de la fermeture des commerces depuis début avril. Le service économique estime l'ordre de grandeur de la baisse d'activité dans ces secteurs entre 30% et 80% depuis début le début de la crise. Le secteur de la distribution alimentaire devrait être partiellement épargné, en raison du maintien d'activités de ravitaillement de la population confinée, mais il reste néanmoins affecté par d'importantes difficultés logistiques (pénurie de chauffeurs et de camions de livraison) et le manque de main d'œuvre, beaucoup d'employés étant confinés. La fermeture des restaurants et des petits commerces de bouche devrait fortement impacter cette branche d'activité, à l'arrêt complet depuis début avril.

Dans le domaine industriel, l'activité à Shanghai a été fortement réduite, les usines étant soit arrêtées, soit opérant en circuit fermé (« *closed loop management* ») avec des équipes et une production réduites. Dans les secteurs où la part des fournisseurs est élevée et fonctionnant en flux tendus, comme dans l'automobile ou l'électronique, les arrêts d'usines sont de plus en plus nombreux : Nio et Tesla ont ainsi interrompu leur production, SAIC-GM et FAW-Volkswagen, basés à Shanghai, ont enregistré des baisses de production de 45,8% et 31, 3% en mars. Dans l'électronique, un nombre importants de fournisseurs ont arrêté leurs usines à Kunshan cette semaine, dont Pegatron, l'un des assembleurs de l'iPhone. Dans le secteur de la chimie, le service économique estime que les usines encore en opérations à Shanghai ne produisent plus qu'à hauteur d'environ 50% de leurs capacités. Dans le secteur du textile, les médias locaux font état d'une baisse d'activité de 40 à 60% dans le delta du Yangtsé. Hors de Shanghai, dans les trois provinces du delta, les entreprises sont généralement moins affectées par les perturbations, mais les difficultés logistiques et les restrictions sanitaires locales conduisent à des ralentissements de la production et à des mises en circuit fermé. Les mesures sanitaires sévères adoptées à Kunshan et Taicang, villes limitrophes de Shanghai et qui abritent de nombreux sous-traitants industriels, ont fortement affecté les chaînes d'approvisionnement, mais pourraient faire l'objet d'un assouplissement dans les prochains jours suite. De façon générale, les PME sont plus affectées par les mesures de confinement que les grandes entreprises, en raison de trésoreries, stocks et ressources humaines plus limités.

La forte baisse du transport routier par camion a engendré des tensions sur les chaînes d'approvisionnement qui ne se sont pas résorbées cette semaine. Le Conseil des Affaires d'Etat puis le ministère des Transport ont publié des directives en vue de fluidifier la circulation entre les villes et les provinces, notamment au niveau des

autoroutes. Selon Nomura, l'indice *Road Freight Index* des 10 premiers jours de mars aurait chuté de 80,8% à Shanghai et de 40,7% dans le Jiangsu. Selon Trivium, le trafic autoroutier dans les trois provinces du delta du Yangtsé a chuté entre 40 et 80% en avril, alors que 73% du volume de fret de la région est expédié par la route.

Selon une étude réalisée par le service économique de Shanghai, les mesures de confinement se diffusent dans la région du delta du Yangtsé, notamment dans le Nord et l'Est du Jiangsu. Dans cette province, toutes les 13 villes-préfectures affichent des restrictions à la mobilité et 10 de ces 13 villes ont adopté des mesures de confinement partiel ou sévère. Dans le Zhejiang, la situation est moins dégradée, une ville-préfecture sur un total de 11 n'a pas adopté de restrictions et aucune ville n'a adopté de mesures de confinement partiel. Dans l'Anhui, province plus rurale que les deux autres, 5 villes-préfectures sur un total de 16 n'ont pas adopté de restrictions et une seule a adopté des mesures de confinement partiel. Les cas de Covid enregistrés dans le Jiangsu, le Zhejiang et l'Anhui restent par ailleurs très en deçà des chiffres de Shanghai : depuis le début mars, ils sont inférieurs à 100 cas par jour dans chacune des trois provinces.

Shanghai : Mesures de soutien au crédit et à l'assurance exports en réponse à la situation sanitaire

Le 6 avril, la Commission du Commerce de Shanghai et la succursale de Shanghai de China Eximbank ont publié conjointement un avis d'aide au commerce extérieur des entreprises. L'avis prévoit d'augmenter les soutiens aux crédits pour le commerce extérieur ou pour les projets de coopération économique avec l'étranger et d'accroître le soutien financier aux PME exportatrices. Pour ce faire, la branche de Shanghai de China Eximbank prévoit de mettre à disposition 30 mds RMB pour soutenir les activités d'exportation, 20 mds RMB pour les activités d'importation, 10 mds RMB pour les projets avec l'étranger et 10 mds RMB pour l'intégration financière. Par ailleurs, le 10 avril, la Commission du Commerce de Shanghai et la branche de Shanghai de l'assureur-crédit chinois Sinosure (China Export & Credit Insurance Corporation) ont publié dix mesures complémentaires : assouplissement règles pour les délais de souscription et les demandes d'indemnisation ; mesures alternatives pour les entreprises n'ayant pas accès à la signature électronique ou qui ne peuvent pas soumettre de documents papier ; possibilité de paiement anticipé des indemnisations pour les entreprises en règle.

Jiangsu : Suzhou développe le transport de marchandises par voie fluviale vers Shanghai en réponse à la crise sanitaire

Depuis fin mars le port de Taicang dans la ville de Suzhou, à environ 50 km de Shanghai, a augmenté son trafic fluvial avec le port de Shanghai afin de faciliter le transport de marchandises, fortement impacté par le ralentissement du transport routier en raison de la crise sanitaire. Le port de Taicang a ajouté sept navires et augmenté son trafic à 150 transferts vers et depuis le port de Shanghai et fournit également des services de fret 24 heures sur 24 afin de garantir un transfert de marchandises sous 48 heures entre les deux ports. D'après les autorités du port de Taicang, au cours de cette période, un total de 59 132 EVP de conteneurs ont été transportés via la voie navigable, soit une augmentation de 68 % par rapport à 2021. En temps normal, les volumes arrivant au port de Shanghai par barge représentent environ 20% du volume export.

Source : ([Shine](#))

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Hausse des prix : le *Consumer Council* estime à 4,2% la hausse des prix de l'alimentation dans les supermarchés au cours du 1^{er} trimestre 2022

Les prix des produits alimentaires vendus en supermarchés ont progressé de 4,2% au 1^{er} trimestre selon le *Consumer Council* (organisme officiel chargé de la protection des consommateurs). Le Council a observé les prix de 90 produits alimentaires, classés en 11 catégories. Parmi celles ayant le plus augmenté figurent le riz (+9,2%), les œufs (+8,2%) et les légumes en conserve (+6,8%) ainsi que les biscuits (+24,8%). L'indice des prix à la consommation hongkongais avait connu une hausse de 1,6% au cours du mois de février 2022 (dernières données disponibles), dont 4,6% pour l'alimentation, particulièrement affectée par la détérioration des conditions logistiques en lien avec l'aggravation de la situation épidémique à Hong Kong sous l'effet de la 5^{ème} vague (plus de 90% de l'alimentation de Hong Kong est importée, dont une majorité de Chine continentale par camions), les liaisons terrestres entre Shenzhen et Hong Kong ayant été particulièrement perturbées après une résurgence de cas parmi les chauffeurs routiers).

Marché obligataire : le gouvernement hongkongais émet une obligation à 3 ans pour un montant nominal de 4 Mds HKD (510 M USD)

Le gouvernement hongkongais a émis le 14 avril une obligation d'une maturité de 3 ans avec un coupon annuel de 1,79% (qui sera payé semi-annuellement), pour un montant total de 4 Mds HKD (510 M USD). L'obligation a été 2,5 fois sursouscrite (14 Mds HKD d'ordres) et a permis au gouvernement d'allouer à un taux de rendement actuariel moyen de 2,433%. Cette émission s'inscrivait dans le cadre du programme d'émissions destinées aux investisseurs institutionnels (15 obligations actuellement en circulation pour un nominal total de 92,8 Mds HKD soit 11,8 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Economie : le FMI publie son rapport sur Macao au titre de l'article IV et anticipe 15,5% de croissance en 2022

Le conseil d'administration du FMI a conclu la consultation au titre de l'article IV avec les autorités de Macao le 29 mars 2022 et a publié [son rapport](#) le 12 avril.

Le rapport indique que la réponse du gouvernement macanais au COVID-19 a permis de stabiliser la situation du marché de l'emploi et la consommation. Après une baisse de 54% du PIB en 2020, l'économie a progressé de 18% en 2021, soutenue par la reprise partielle du secteur des jeux. Le rapport souligne la dépendance excessive de Macao à l'industrie du jeu.

Le FMI estime que le retour progressif des touristes à Macao ainsi que la reprise de la demande intérieure devraient stimuler l'économie macanaise avec une croissance du PIB de 15,5% attendue en 2022. Elle devrait ensuite atteindre 23% en 2023, bénéficiant de la hausse des investissements dans le secteur des jeux suite à la délivrance de nouvelles licences et d'une intégration accrue au sein de la GBA (*Greater Bay Area*). Le FMI anticipe une accélération de l'inflation en 2022 et une stabilisation autour de 2,5 % à moyen terme.

Le rapport mentionne que les risques d'une reprise épidémique, ainsi que d'une réglementation plus stricte sur l'industrie du jeu pourraient affecter négativement la croissance. Des défauts à grande échelle dans le secteur immobilier chinois et un ralentissement de la croissance en Chine constituent également des risques pour l'économie et le système financier de Macao.

Le FMI recommande d'accroître la diversification sectorielle de l'économie macanaise, en se fondant sur l'élargissement de l'offre de talents qualifiés, sur des investissements dans les infrastructures numériques, sur la promotion de la coopération régionale, l'amélioration de l'efficacité des institutions publiques et l'amélioration de l'environnement des affaires.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Inflation : l'indice des prix à la consommation enregistre une nouvelle hausse en mars

D'après les dernières [statistiques](#) de la DGBAS, [l'indice des prix à la consommation \(CPI\) en mars a progressé de 0,31 % par rapport à février 2022 et de 3,27% en glissement annuel](#). C'est la huitième fois consécutive qu'il dépasse les 2%. Il atteint son niveau le plus élevé depuis août 2012 (3,42%). Ce chiffre s'explique notamment par [la hausse des prix alimentaires qui ont progressé de 5,9% par rapport à mars 2021](#) : le prix des légumes enregistre notamment une augmentation importante de 24,35%, suivi des œufs (+23%), des fruits (+8,53%), des poissons et fruits de mer (+6,22%) et des viandes (+4,54%). Le prix des « transport et communication » progresse également de 5,91%, en raison principalement de la hausse du prix des « carburants et lubrifiants » (+19,2%) et des frais de transport (+4,62%). Au T1, l'indice des prix à la consommation augmente de +2,81% en raison de la hausse du prix des commodités (+3,82%) et des services (+1,99%). L'inflation hors fruits, légumes et énergie (Core CPI) atteint 2,18%. La banque centrale (CBC) lors de sa réunion de politique monétaire mi-mars, avait anticipé une hausse du CPI à 2,37% pour 2022, contre 1,93% annoncé par la DGBAS en février.

Industrie : l'investissement du secteur manufacturier taiwanais a progressé de 36% au T4 2021

Selon une [étude du MOEA](#), les industriels locaux ont investi, au T4 2021, 588 Mds TWD (18 Mds EUR), soit une hausse de 36,9% par rapport au T4 2020, dans des immobilisations corporelles telles que les machines et équipements (82,1% du total; +38,2%) et la construction de bâtiments (17,3%; +33%). Pour l'ensemble de l'année, les investissements des industries taiwanaises dans de nouvelles capacités de production atteignent 1 923 Mds TWD (+31% en glissement annuel). Ce fut en particulier le cas dans les industries des composants électroniques (+41,9%) à 1 327 Mds TWD, de la chimie (963 Mds TWD, +28,4%) et des produits informatiques et optiques (572 Mds TWD, +13,9%). Par ailleurs, le MOEA indique qu'en 2021, les revenus générés par l'industrie manufacturière (TIC), suite à une hausse de 13,9% au T4 (9 249 Mds TWD), ont augmenté de 19,3%, en glissement annuel, à 32 800 Mds TWD (1 026 Mds EUR), cette hausse étant liée à la demande continue d'appareils et équipements 5G, d'équipements d'informatique de puissance et de composants électroniques pour l'industrie automobile.

Commerce extérieur : l'excédent commercial progresse de près de 10% au premier trimestre

Selon les [statistiques du ministère des Finances](#), les exportations taiwanaises ont enregistré un nouveau record en mars (43,5 Mds USD) et s'établissent à 120,9 Mds USD au T1 2022, soit +23,5% en glissement annuel. Elles progressent notamment vers la Chine (49,4 Mds USD, soit +17,8%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (20 Mds USD, +24,9%), les Etats-Unis (18,7 Mds USD, +36,8%), l'Europe (10,1 Mds USD, +24,4%) et le Japon (7,9 Mds USD, +25,3%). Les produits électroniques demeurent le premier secteur d'exportation avec un montant de 49,8 Mds USD (+33,1% en g. a.), [dont 45,7 Mds USD de circuits intégrés \(+35%\)](#); les exportations des autres secteurs de l'industrie taiwanaise progressent également, tels que les produits de télécommunication (15,4 Mds USD, +17,2%), les produits métallurgiques (9,8 Mds USD, +30,1%), les plastiques (7,3 Mds USD, +7,4%) et les machines (7,2 Mds USD, +13,8%). La Chine reste la première destination des exportations taiwanaises (40,9% du total).

Les importations dont le montant s'élève à 105,4 Mds USD, augmentent de 25,8% par rapport à la même période de 2021 ; celles de produits électroniques sont en progression (26,3 Mds USD, +27,8%), tout comme les produits minéraux (18,7 Mds USD, +70,4%), les machines et équipements (10,7 Mds USD, +5,7%), les produits chimiques (8,9 Mds USD, +16,7%) et les produits métallurgiques (7,8 Mds USD, +34,8%). La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (20,7% du total, +18,4%), suivie du Japon (13,4%, +7,7%), des pays d'ASEAN (12,3%, +24%), de l'Europe (11,2%, +13,2%) et des Etats-Unis (10,6%, +25,2%).

Au final, l'excédent commercial de Taïwan augmente de près de 10%, et atteint 15,4 Mds USD.

Semi-conducteurs : les ventes des fondeurs taiwanais augmentent au premier trimestre

[Le chiffre d'affaires de TSMC](#) a enregistré un nouveau record au T1 (+35,5%) avec un montant de [491,1 Mds TWD](#) (17 Mds USD). Sa croissance s'explique en particulier par la demande mondiale soutenue des industries des TIC et du secteur automobile et par une hausse des prix résultant d'une pénurie de composants électroniques exacerbée par la dégradation récente de la situation sanitaire en Chine. Les revenus d'[UMC](#) et de Powerchip (PSMC) sont également à la hausse au cours de cette période avec respectivement 63,42 Mds TWD (+34,6%) et 20,7 Mds TWD ([+56,4%](#) en glissement annuel). PSMC anticipe une demande accrue de systèmes moins avancés (72 et 63 nm) du secteur automobile pour les 5 à 10 prochaines années. PSMC, qui ne souhaite pas se développer à l'étranger, s'appuiera [sur sa nouvelle implantation de Tongluo](#) (investissement de [278 Mds TWD](#), près de 8,7 Mds euros) dont la production devrait démarrer au T3 2023, avec [une offre complémentaire de celle de TSMC](#).

Agression russe en Ukraine : Acer suspend ses activités en Russie

Acer a annoncé, le 8 avril, [la suspension de ses activités](#) avec la Russie (14% de part de marché) où le groupe arrive en tête des ventes de moniteurs et en 3^{ème} position pour celles d'ordinateurs portables. Cette annonce fait suite à la publication d'un rapport par l'Université de Yale [sur la présence des multinationales en Russie](#) qui mentionne [la poursuite des activités d'Acer, ASUS et MSI](#). Au T1 2022, Acer a généré un chiffre d'affaires de [78,3 Mds TWD](#) (environ 2,4 Mds EUR ; +9,5% en glissement annuel), soit le meilleur résultat réalisé depuis 9 ans [sur ce trimestre](#). De son côté, le ministère des affaires économiques (MOEA) a publié, le 6 avril dernier, [une liste de 57 produits technologiques](#) qui font [l'objet d'un contrôle strict](#) à l'exportation vers la Russie.

TIC : baisse sensible des expéditions taiwanaises d'ordinateurs portables au T1 2022

[Les cinq principaux fabricants taiwanais](#) ODM d'ordinateurs portables (Quanta, Compal, Wistron, Inventec et Pegatron), ont expédié au T1 2022, à partir de leurs différents sites de production à Taïwan et à l'étranger, près de 42 M d'unités, soit une baisse de 20% par rapport à T4 2021. Ces entreprises indiquent avoir peu de visibilité sur l'évolution du marché au second semestre en raison de la guerre en Ukraine, du confinement à Shanghai et Kunshan, et du risque inflationniste. Quanta conserve sa pôle position avec 16,9 M d'unités expédiées au T1 2022 (-11% en glissement annuel), suivi de Compal (11,8 M; -9,9%); Wistron (5,6 M), Inventec (5 M) et Pegatron (2,3 M) ont enregistré une hausse de leurs ventes qui se situe entre 3,7 et 5% en raison de l'adoption du travail hybride.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr